

FO 3^{ème}
la force syndicale CONGRÈS
Services Publics et de Santé **REIMS**
22/23 novembre 2015

Le journal de l'Union Nationale
Départements & Régions

numéro spécial du 3^{ème} Congrès

Editorial d'Alex DELUGE

Secrétaire Général

Chers(es) Camarades,

Nos collectivités subissent les conséquences de la réforme des territoires (acte III de la décentralisation) : fusions des régions, mise en place de collectivités uniques en Guyane et en Martinique, réduction des moyens financiers, mise en cause du statut général et des statuts particuliers des cadres d'emplois.

Les collectivités ont déjà commencé à réduire leurs budgets, beaucoup réorientent l'organisation des services et en externalisent certains, proposent des mises à disposition aux agents auprès d'agences et de structures associatives, etc. Pour l'Union Nationale, notre pacte républicain entre dans une mutation profonde qui met en cause le Service Public et la fonction publique. Les agents publics et les usagers en sont les victimes.

Un des ressorts de cette réforme est la représentativité syndicale et les élections professionnelles. public/privé, fonctionnaire ou non, chacun d'entre nous doit s'investir et peser pour affirmer nos convictions et revendications syndicales, soutenir le rapport de force et mettre un coup d'arrêt à ces dérèglementations pour la défense du service public républicain et de sa Fonction Publique.

Dans l'esprit des déclarations du Secrétaire Général de la Fédération, Didier BERNUS, lors du Congrès fédéral à Reims, je vous le dis, jamais les personnels des Départements et des Régions n'auront eu autant besoin d'être rassemblés au sein de l'Union Nationale. Jamais la Fédération et la Confédération n'auront eu autant besoin de la mobilisation des militants.

Lors de notre Congrès et à l'occasion de la Conférence de Branche « Services Publics » qui s'est déroulée durant le Congrès fédéral à Reims, vous avez pu mesurer l'engagement des camarades dépêchés(es) par leurs syndicats pour établir les analyses de situations, mettre en œuvre, développer et améliorer l'action syndicale de l'Union Nationale.

Merci à ceux qui s'engagent dans l'initiative nécessaire pour renforcer l'action de l'Union Nationale, améliorer l'information aux syndicats et le rapport de force syndical.

Retour sur le Congrès

A la suite d'une Commission Exécutive de préparation matérielle réunie le matin du 22 novembre 2015 à Reims, le Congrès s'est ouvert l'après-midi du même jour et s'est terminé le lendemain à midi au moment de l'ouverture du Congrès de la Fédération.

Alex DELUGE (rgn Ile-de-France) a salué les congressistes ayant pu se déplacer. En effet, il faut souligner que pour des raisons financières et de calendrier, un nombre important de syndicats n'a pu se déplacer. Comme le Secrétaire Général l'a rappelé aux syndicats par courriel, le choix des dates pour la convocation du Congrès a été fait par le Bureau Exécutif et la Commission Exécutive conformément aux attentes exprimées par une large majorité de syndicats lors de notre précédent congrès à Dunkerque en 2011. En effet, il est apparu aux congressistes d'alors, la nécessité d'éviter les interférences entre le Congrès de l'Union Nationale et celui de la Fédération.

Alex DELUGE a également remercié chaleureusement, pour leurs actions militantes et leurs travaux accomplis, les camarades du Bureau Exécutif, de la Commission Exécutive, sortants(es). De même, les camarades ayant œuvré au bon fonctionnement des quatre commissions spécifiques (ASSFAM, EPLE, Routes et Ports Maritimes, Médico-sociale). Il a associé à ses remerciements l'ensemble des camarades des syndicats qui, par leurs initiatives et leurs actions militantes, ont apporté leur renfort dans le cours des travaux et actions de l'Union Nationale à l'avantage de tous les syndicats. Il faut rappeler que l'ensemble de ces camarades ne bénéficie d'aucune décharge d'activité de service propre au fonctionnement de l'Union Nationale (le temps est pris sur celui des syndicats, hormis les réunions statutaires).

L'action de l'Union Nationale est perfectible, c'est l'engagement de tous qui nous permettra de l'améliorer encore !

Avec 83 congressistes représentant des Départements et Régions, le Congrès de l'Union Nationale a rassemblé 60 % des mandats.



Didier BERNUS, Yves KOTTELAT et Michèle SIMONNIN à la tribune du Congrès

Le dimanche 22 novembre après midi, la présidence de séance a été assurée par Jacques CASTELLI (rgn Lorraine). Gisèle LE MAREC (rgn Pays-de-Loire), a assuré la présidence de séance le matin du lundi 23 novembre.

Olivier BILLOT (dpt Territoire-de-Belfort) et Elie ZARKA (rgn Ile-de-France) ont assuré conjointement le secrétariat de séance durant les deux demi-journées.

La Commission de contrôle des mandats a été installée et était composée de nos camarades Jean Claude ESCALIER (dpt Ardèche, Trésorier Général), Fabienne PIAT (dpt Haute-Garonne) et Michèle FUMA (rgn Ile-de-France) membres de la Commission de contrôle.

De même, la Commission de dépouillement a été installée et était composée par des camarades issus de la Commission de conciliation, d'un auditeur et de deux auditrices du congrès : Philippe BOULEY (Dpt Haute-Garonne) et Francine POMMIER (Dpt Drôme) membres de la Commission de conciliation, Philippe LERDA, Agathe GAUBERT et Cécile DRANCOURT (Dpt Ain).

Didier BERNUS (Secrétaire Général de la Fédération), Yves KOTTELAT (Secrétaire Général de la Branche des Services Publics) et Johann LAURENCY (Secrétaire Fédéral) et Michèle SIMONNIN ont marqué de leur présence le déroulement du Congrès. Leur soutien, renfort, encouragement, ont été les bienvenus et l'Union Nationale les remercie très chaleureusement.

Rapport d'activité

Alex DELUGE, a procédé à une présentation du rapport d'activité 2012-2015 remis aux délégués. Ce rapport a fait état de 10 chantiers (en cours ou clos), 4 commissions spécifiques, 3 groupes temporaires de travail, communication.



Alex DELUGE et Johann LAURENCY

Le rapport d'activité en résumé :

Dix chantiers

- réforme des territoires (acte III de la décentralisation) ;
- privatisation/externalisation de services ;
- partenariat public/privé ;
- régime indemnitaire ;
- temps de travail ;
- déroulement de carrière ;
- journée de carence (maladie) ;
- élections professionnelles du 4 décembre 2014 ;
- élections professionnelles des agents non titulaires ;
- périmètre d'action de l'Union Nationale (Métropoles, transferts de compétences).

Quatre commissions spécifiques

COMMISSION SPECIFIQUE « ASSFAM » (ASSISTANTS FAMILIAUX)

Thématiques

Statut et conditions de travail, agrément, (définition d'une procédure de retrait), présomption d'innocence, salaire, lutte contre la précarité, qualification, droit syndical, congés, actes usuels et non usuels, préparation des élections professionnelles de 2014...

Activités

Enquêtes auprès des syndicats, rencontres régionales à Riaillé (Loire-Atlantique) et Metz (Moselle), rencontres et inscription aux travaux ministériels (ministère des affaires sociales et de la santé), intervention au Congrès confédéral à Tours, communication, soutien aux syndicats, préparation des élections professionnelles...

COMMISSION SPECIFIQUE « EPLE » (ETABLISSEMENT PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT)

Thématiques

Double hiérarchie, cadre d'emploi spécifique, régime indemnitaire, contrat d'avenir, mobilité, fusion/redéploiement de services, privatisation/externalisation, concession de logement, droit syndical, protection sociale complémentaire...

Activités

Enquêtes auprès des syndicats, rencontres avec les autorités publiques, communication, soutien aux syndicats, préparation des élections professionnelles de 2014.



Véronique LAFFARGUE, Olivier BILLOT et Alex DELUGE

COMMISSION SPECIFIQUE « ROUTES ET PORTS MARITIMES »

Thématiques

Transferts des ouvriers des parcs et ateliers (OPA), statut, cadres d'emplois, décret d'homologie, charte de gestion des OPA (mise à disposition), commission administrative paritaire consultatives locales (CCAP), salaires, régime indemnitaire, action sociale, régime des astreintes, heures supplémentaires, cessation anticipée d'activité (amiante), départ anticipé à la retraite...

Activités

Enquêtes auprès des syndicats, rencontres ministérielles, réunions intersyndicales, communication, syndicalisation des OPA et soutien aux syndicats, préparation des élections professionnelles de 2014...



L'attention des congressistes est au sommet !

COMMISSION SPECIFIQUE « MEDICO-SOCIALE »

Thématiques

Reconnaissance des diplômes, revalorisation des carrières, reclassement des techniciens de l'intervention sociale et familiale, privatisation / externalisation, réorganisation des services sociaux et médico-sociaux, schémas départementaux de l'enfance, maisons du handicap et personnes âgées, politiques départementales de prévention sociale...

Activités

Participation au colloque « Quelles évolutions pour la filière sanitaire et sociale », réunions intersyndicales, communication, soutien aux syndicats, préparation des élections professionnelles de 2014...

Trois groupes temporaires de travail

Ces groupes ont été réunis afin de répondre à des nécessités particulières et ponctuelles,

ELECTIONS PROFESSIONNELLES DU 4 DECEMBRE 2014

Objectif

Optimiser l'action de l'Union Nationale au sein de la commission fédérale.

Thématiques

Réforme des territoires, communication.

SYNDICATS DES REGIONS

Objectif

Ouvrir une analyse sur les conséquences des fusions de Régions sur l'organisation et l'activité syndicale.

Thématiques

La représentation syndicale (référénts, communication), la reconnaissance territoriale par les Unions Départementales, les moyens des syndicats (déplacements)...

REVISION DES STATUTS

Objectif

Répondre à la demande de plusieurs syndicats pour la révision des statuts de l'Union Nationale.

Thématique

Projet de modification des statuts à proposer au Congrès à Reims.

Communication

L'Union Nationale a cherché à développer une information sur l'actualité des Départements et des Régions. Cet aspect présente un grand intérêt pour tous pour le partage et la comparaison d'informations sur les différentes situations locales départementales et régionales. Le journal de l'Union Nationale est l'outil de communication privilégié pour la diffusion de ces informations.

De nombreux articles ont également été publiés dans le journal fédéral « La Tribune » ou sous forme de « 4 pages » sur des thématiques propres aux commissions spécifiques.

Un blog Internet a été réalisé par Olivier BILLOT et Rodrigue BROUILLIARD (dpt Ain) début 2012. Rodrigue a ensuite fait évoluer le

blog en site internet www.undrfo.fr et en assure la mise à jour.

Rapport de trésorerie

Jean-Claude ESCALIER a fait une présentation des opérations de trésorerie pour les années 2012, 2013, 2014. Il a particulièrement rappelé que les ressources de l'Union Nationale sont issues de la subvention de 20.000 € versée annuellement par la Fédération (en deux fois). Il a souligné que cette subvention vise à assurer le fonctionnement des instances statutaires de l'Union Nationale (Bureau Exécutif, Commission Exécutive).

Concernant le prochain mandat, Jean-Claude ESCALIER (dpt Ardèche) a expliqué que la vigilance du Bureau Exécutif portera sur les différentes dépenses incontournables de l'Union Nationale.

Jean-Claude ESCALIER a conclu sa présentation en soulignant que la gestion financière est parfois ingrate mais qu'elle n'en n'est pas moins un passage obligé. « *Si tout en France finit par une chanson, tout se traduit aussi en inscription budgétaire* ».



Jean-Claude ESCALIER et son adjoint Jacques DUFRESNE

Fabienne PIAT membre de la Commission de contrôle, a présenté le rapport qu'elle a rédigé. Ce rapport se résume par un satisfecit apporté aux trésoriers pour leur gestion 2012, 2013, 2014.

A titre d'information aux futurs(es) nouveaux élus(es) à la Commission Exécutive et au Bureau Exécutif elle a en substance, expliqué que la Commission de contrôle est chargée de vérifier et de valider la comptabilité de l'Union Nationale, de donner des avis et d'apporter des propositions d'amélioration sur la procédure comptable.

Fabienne PIAT a poursuivi en précisant que les dépenses et les recettes inscrites et enregistrées doivent être en rapport avec les actions décidées par les instances statutaires de l'Union Nationale. Elle a indiqué qu'il est très important que les dépenses et recettes soient toujours justifiées, par des factures ou tickets de caisse, accompagnés de convocations ou de justificatifs en adéquation avec les pièces précitées ; ces dernières doivent être enregistrées grâce à des pièces de caisse numérotées.



Pour terminer, au nom de la Commission de contrôle, Fabienne PIAT a proposé de donner quitus aux trésoriers.

L'Union Nationale remercie Jean-Claude ESCALIER pour son dévouement militant, qu'il trouve ici l'expression de notre gratitude à tous. Merci également à Fabienne PIAT et Michèle FUMA pour leur engagement et pour la qualité de leurs contrôles réguliers.

Vote des rapports et quitus

A la demande de la présidente de séance et d'Alex DELUGE, le Congrès a adopté le vote à mains levées pour le quitus, les rapports d'activité et de trésorerie.

Le Congrès a adopté à 88,55 % des voix les rapports d'activité et de trésorerie.

Quitus a été donné à l'unanimité au Trésorier général et à son adjoint pour leur gestion 2012, 2013, 2014.

Modification des statuts

Marie-France ARAGNO (dpt Var), rapporteuse, assistée par Olivier BILLOT assesseur, a fait une présentation du projet de modification des statuts remis aux congressistes. Ce projet a été rédigé par un groupe de travail constitué de Marie-France

ARAGNO, Olivier BILLOT, Véronique LAFFARGUE, Jean-Claude ESCALIER et Rodrigue BROUILLIARD, à la suite de plusieurs demandes de syndicats qui ont exprimé, par écrit, une demande de modification.

Le projet de rédaction a été transmis au Secrétariat Général de la Fédération qui a pu exprimer ses remarques. Le Comité de rédaction en a tenu compte.

Concernant les statuts en cours de validité, adoptés par l'Assemblée Générale constitutive de l'Union Nationale en 2009 à Paris, ils ont été distribués en séance à la demande de quelques congressistes. Marie-France ARAGNO a rappelé que les statuts de



2009 ont été rédigés par la Fédération dans le contexte particulier de constitution de l'Union Nationale. Elle a précisé que beaucoup d'entre nous ont considéré qu'ils ne garantissaient pas un fonctionnement satisfaisant de

l'Union Nationale. En outre, qu'ils n'étaient pas suffisamment ouverts en termes de moyens financiers et sur les nécessités d'adaptation de notre structure nationale aux développements qui pourraient s'imposer dans le cadre de la réforme des territoires.

Pour répondre à ces nécessités, le Bureau Exécutif a décidé la formation d'un groupe de travail chargé de rédiger un projet de modification des statuts à présenter au Congrès.

Le Bureau Exécutif et la Commission Exécutive ont validé les 6, 7 et 8 octobre 2015 l'inscription de la modification des statuts à l'ordre du jour du Congrès de Reims.

Les congressistes ont posé de nombreuses questions auxquelles des réponses ont été apportées. Aucun amendement écrit a été remis à Olivier BILLOT, chargé de les rassembler conformément à l'invitation de la présidente de séance et d'Alex DELUGE.

Le projet de modification des statuts a été adopté par le Congrès à 80,95 % des voix.

Les nouveaux statuts s'appliquent dès la clôture du Congrès le 23 novembre 2015. Un supplément spécial du Journal de l'Union Nationale y sera consacré.

L'Union Nationale exprime sa gratitude à Marie-France ARAGNO, Olivier BILLOT, Véronique LAFFARGUE, Jean-Claude ESCALIER et Rodrigue BROUILLIARD pour la réflexion qu'ils ont mis en œuvre et partagée pour parvenir au projet de rédaction des statuts de notre structure nationale.

Résolution

Les délégués du Congrès ont apporté des amendements écrits au projet de résolution rédigé, à la demande du Bureau Exécutif et de la Commission Exécutive, par Michel CASTELAIN (dpt Hérault) et Annie VIEL-PUECH (dpt Drôme) notamment grâce aux travaux des commissions spécifiques de l'Union Nationale. Que Michel CASTELAIN, Annie VIEL-PUECH et les camarades ayant participé activement aux travaux des commissions spécifiques trouvent ici le témoignage de la reconnaissance de l'Union Nationale.

Un supplément spécial du Journal de l'Union Nationale y sera consacré.

A l'invitation de la présidente de séance et d'Alex DELUGE, Annie VIEL-PUECH, rapporteuse, a été chargée présenter le projet de résolution et de rassembler les amendements écrits apportés par les congressistes.

Après un débat nourri sur un certain nombre d'aspects, la résolution a été amendée et adoptée à l'unanimité par le Congrès, elle sera annexée à la résolution générale de la Fédération et de la Branche des Services Publics.

Election de la Commission Exécutive et du Bureau Exécutif

A la demande de la présidente de séance et d'Alex DELUGE, le Congrès a adopté à 85,64 % des voix le principe d'un vote à mains levées pour l'élection de la Commission Exécutive compte tenu de la contrainte de temps dans le déroulement du Congrès. Dans le prolongement, le Congrès a adopté dans la même proportion de voix, la proposition d'Alex DELUGE, au nom de la Commission Exécutive sortante, pour un vote bloqué sur les 26 candidats. Il a argumenté sa proposition sur l'idée que, dans le contexte actuel, toutes les bonnes volontés sont les bienvenues et que le Congrès est souverain. Aucun empêchement n'a remis en cause la démarche et la proposition d'Alex DELUGE.

Quelques-uns des nouveaux membres de la Commission Exécutive



A la suite de l'élection de la Commission Exécutive à près de 86 % des voix (10 % contre, 4 % d'abstentions), cette dernière s'est réunie en marge du Congrès pour procéder à l'élection du nouveau Bureau Exécutif. Sur proposition d'Alex DELUGE, la Commission Exécutive a adopté à la majorité (une abstention) un vote à mains levées et bloqué sur les 11 candidats déclarés au moment du dépôt de candidatures (dont un retraité).

Le Bureau Exécutif a été élu à l'unanimité et la répartition des fonctions et charges adoptés de même.



Le nouveau Bureau Exécutif

- **Secrétaire Général**
Alex DELUGE (Ile-de-France)
- **Secrétaire Générale adjointe**
Marie France ARAGNO (Var)
- **Secrétaire Général adjoint**
Olivier BILLOT (Territoire-de-Belfort)
- **Secrétaire Générale adjointe**
Véronique LAFFARGUE (Haute-Garonne)
- **Trésorier Général**
Jean Claude ESCALIER (Ardèche)
- **Trésorier Général adjoint**
Jacques DUFRESNE (Ile-de-France)
- **Archiviste**
Elie ZARKA (Ile-de-France)
- **Chargée du dossier ASSFAM**
Marie Anne HUMBERT (Moselle)
- **Chargés de la communication :**
Annie VIEL-PUECH (Drôme)
Rodrigue BROUILLIARD (Ain)
- **Collège retraités**
Michel CASTELAIN (Hérault)

Les autres membres de la Commission Exécutive

- Sylvie BONIN (Allier)
- Sabine BARBIE (Aude)
- Nicolas VALLI (Bouches du Rhône)
- Laurent MATEU (Côtes d'Armor)
- Philippe JANOT (Creuse)

- Hubert FLEURY (Hérault)
- Catherine FOUQUET (Pays-de-Loire)
- Gilbert CHAUMONT (Moselle)
- Gilles MOSNIER (Puy-de-Dôme)
- Lillas HAMED (Seine-Saint-Denis)
- Frédéric SCHNEIDER (Ile-de-France)
- Christian BROTHIER (Languedoc-Roussillon)
- Jacques CASTELLI (Lorraine)
- Michel TAUVRY (Nord-Pas-de-Calais)
- Colette CHAUMETTE-BIERRY (Picardie).

Elections des commissions de conciliation et de vérification des comptes

A la demande de la présidente de séance et d'Alex DELUGE, le Congrès a adopté à 85,20 % des voix le vote à mains levées pour l'élection de la Commission de conciliation et de la Commission de contrôle.

La Commission de **conciliation** est ainsi élue et constituée :

- Francine POMMIER (dpt Drôme)
- Philippe BOULEY (dpt Haute-Garonne)
- Stéphane MORAUD (dpt Ardèche)

La Commission de **vérification des comptes** est ainsi constituée :

- Fabienne PIAT (dpt Haute-Garonne)
- Céline MORENO (dpt Hérault)
- Michèle FUMA (rgn Ile-de-France)



Francine POMMIER, Michèle FUMA, Alex DELUGE, Fabienne PIAT et Philippe BOULEY